

# 2<sup>ème</sup> Conférence permanente du Schéma Régional des Formations

synthèse de la réunion du 28 avril 2008

## Les “points forts”



## cohérence horizontale

La cohérence éducative dans les territoires est à la fois importante et efficace : en témoignent les contrats éducatifs de territoires en partenariat avec Jeunesse et Sports ou avec la CAF. Cette cohérence devrait se rendre visible sur des lieux-clé facilement identifiables pour le public, tels que les mairies, lieux autour desquels peuvent graviter d'autres acteurs fondamentaux : les missions locales, l'ANPE, les associations de quartier.

Parallèlement, les partenariats entre l'Education Nationale et les Maisons de l'Emploi ou l'ANPE devraient être renforcés. Il faut œuvrer dans le même sens dans le champ de la formation permanente. L'approche globale fonctionne si les gens travaillent sur des projets.

Une alternance réussie implique de même des coordinations et des partenariats entre éducateurs, formateurs, enseignants, entreprises et tuteurs. Elle consiste à construire un projet autour de et avec l'apprenti et pas en une série de mises en situation successives, permettant une articulation des différentes séquences de l'apprentissage.

Au niveau de l'enseignement supérieur, le travail sur la cohérence des démarches devrait être accentué par la mise en place du PRES. Les actions de tutorat doivent par exemple être coordonnées sous peine de perdre en efficacité.

## cohérence verticale

L'importance de l'articulation entre les approches territoriales et régionales a été soulignée : le pilotage Etat/Région favorise la lisibilité et le décloisonnement.

## éducation populaire

Les participants ont à plusieurs reprises marqué leur attachement à l'éducation populaire, dont la plus-value réside dans sa large audience et sa capacité à construire une culture du projet social et professionnel du jeune (ou de l'adulte), instrument potentiel de lutte contre le décrochage. Elle peut accompagner à une mise en cohérence des cursus scolaires avec l'environnement et fluidifier les relations partenariales entre les différents acteurs (école, cité, famille), et ainsi ne pas se limiter à la réparation sociale. Au-delà encore, une prise en charge globale de la personne inclut les actions en matière de santé, de transport... Dans le cadre de l'alternance, on a identifié un besoin de valoriser les lieux de la formation (lieux de l'expérience y compris associatifs etc.) dans l'expérience de l'apprenti. Par exemple, il est regrettable que l'affectation des élèves de 3e ne se fasse que sur le seul critère des notes scolaires.

## décrochage

Une faille particulière existe dans la prise en charge des jeunes décrochés entre 16 et 18 ans alors que certaines structures ne sont opérationnelles qu'à partir de 18 ans. Il faut d'une part trouver des réponses complémentaires et coordonnées entre l'Education Nationale (MGI...) et la Région sur ces tranches d'âge, et d'autre renforcer les pratiques préventives en lien avec les autres acteurs de l'insertion (missions locales...), notamment au niveau local. Par exemple, il n'existe pas à l'heure actuelle de stratégies concertées de dépistage des signes avant-coureurs du décrochage. La question d'un statut d'autonomie pour les 16/25 ans reste par ailleurs posée.

Le décrochage scolaire est fortement lié au décrochage social : la non-maîtrise des savoirs de base, question qui se joue dès l'école primaire, n'est qu'une partie des raisons qui font décrocher. Dès 14 ans, une forte déscolarisation, traduite en grande partie par l'absentéisme, se laisse observer. L'Education Nationale propose, pour pallier le fort décrochage qui s'ensuit dans les premières années de CAP/BEP de ces élèves qui y sont orientés par défaut, des formules

d'alternance et celles dites de DP3. Au niveau du primaire, elle travaille sur l'accompagnement éducatif et des stages de mise à niveau.

La notion de continuité des parcours vaut aussi pour les salariés : portabilité des droits, GPEC, assurance chômage, formation professionnelles sont autant d'éléments de réponse à approfondir.

### information, orientation

La qualité et la disponibilité de l'information en général et à tous les niveaux revêt un caractère crucial car le déficit d'information crée soit du décrochage soit de la crainte de s'engager dans certains parcours, en particulier dans le supérieur. La cohérence et la lisibilité de celle-ci doit prévaloir, et être assurée par exemple par le renforcement et la reconnaissance des Conseillers d'Orientation- Psychologues, L'application du dispositif d'orientation active nécessite par exemple une meilleure concertation entre universités et lycées. Au collège, le choix de manifestations d'information petites, accompagnées, et de proximité a paru plus approprié, en ce qu'elles se destinent en partie à des élèves en difficulté appelés à effectuer leur choix professionnel. Des inquiétudes se dessinent cependant sur le risque d'une orientation spécialisée trop précoce, qui ne donnerait pas accès à l'élève à la " boîte à outils " lui permettant plus tard l'accès aux passerelles de l'orientation tout au long de la vie, de la formation tout au long de la vie.

### alternance

S'il est acquis que la qualité de l'alternance est un des grands chantiers à poursuivre dans le cadre du schéma régional des formations, il convient pour autant de ne pas réduire la place de l'école qui doit être en amont et jouer son rôle de levier social et culturel et d'observer la prudence sur le moment et le choix de l'alternance.

En revanche, l'alternance peut être un lieu qui permet de contrarier la hiérarchisation des savoirs, les promouvoir à égale dignité et leur donner sens hors d'une utilisation strictement marchande. Une alternance réussie nécessite aussi, au départ, une démarche d'orientation positive dans cette voie. A l'inverse, son accès doit être libéré de toute discrimination.

Il a été évoqué l'intérêt, face à la multiplicité des stages, de se concentrer sur la question des stages obligatoires, en travaillant néanmoins sur la mise en place d'engagements réciproques pour les autres types de stages. Dans tous les cas, il s'agit de ne pas verser dans l'occupationnel, et de donner une vraie dimension professionnalisante à tous ces moments de l'alternance.

### autres réflexions

D'autres réflexions ont encore traversé la matinée : les notions d'égalité/équité ou égalité/égalitarisme ont suscité le débat. La question des moyens y est bien entendu liée. Le rôle du service public dans la mise en actes de certaines valeurs (égalité citoyenneté solidarité ) a été rappelé, ainsi que l'importance de préserver le cadre national des diplômes et qualifications.

L'excellence de la formation dépend aussi du temps donné à l'accueil et au suivi du jeune, à la qualité de son accompagnement. L'attachement des participants à l'individualisation s'est manifestée à plusieurs reprises.

Les faiblesses régionales en termes de respect des objectifs européens relatifs à l'innovation et à l'esprit d'entreprise ne pourraient être compensées que par l'accompagnement des jeunes dès le stade de la formation initiale. La problématique de l'innovation n'est pas délimitée à l'enseignement supérieur. Les stratégies emploi/formation doivent rester en articulation cohérente avec le SRDE.

## les groupes experts

Les quatre premiers domaines des groupes experts concernent des secteurs tous traversés par des niveaux d'activité porteurs du point de vue des recrutements et des potentiels de renouvellement de main d'œuvre, offrant des opportunités d'insertion importantes et nécessitant donc une élévation des niveaux de compétence et de qualification. Tous posent la question de l'alimentation des métiers, mais dans des configurations emploi/formation assez différentes.

Le problème se situe moins en termes volumétriques que sur des améliorations qualitatives des articulations emploi/formation. A ce stade, les principaux axes d'action envisagés sont :

- les métiers en tension
- l'accompagnement à l'emploi des sortants de formation initiale et parcours de professionnalisation des actifs
- la recherche de cohérence territoriale
- l'adaptation aux évolutions des qualifications et aux besoins en compétences nouvelles

L'amélioration de la qualité de l'information et du processus d'orientation reste une piste transversale majeure.

La question de la place de la formation initiale dans l'alimentation de ce type de métiers est par ailleurs posée.

## conclusions

La ligne directrice forte des échanges consiste en un besoin répété de cohésion, de cohérence, de partenariats, et donc de gouvernance(s) territoriale(s).

### Les pistes de travail synthétisées par Monsieur Kemel sont :

- observatoire du décrochage
- question des 16/18 ans (décrocheurs)
- travail en réseau
- propositions à faire au législateur sur la question du contrat de travail (alternance)
- travail sur l'innovation en lien avec le SRDE. (Point à raccrocher à élévation du niveau général des connaissances)
- économie solidaire

### Les conclusions de Monsieur Dubreuil s'articulent autour :

- du rappel de l'ambition d'augmenter le nombre de jeunes accédant aux études supérieures
- de la perspective du PRDF
- du souhait de résorber l'écart du taux d'orientation vers les voies générales et technologiques, voies d'accès " normales " vers le supérieur.